

DATE DU DEPOT

NUMERO DE DEPOT

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CRETEIL, séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT :

Les lots de copropriété numérotés 56, 95 et 277 dépendant d'un ensemble immobilier dénommé Résidence BRY PASTEUR situé sur la Commune de BRY SUR MARNE (94360) - 226/228 boulevard Pasteur

AUX REQUETE, POURSUITES ET DILIGENCES DU :

Syndicat des copropriétaires de la Résidence BRY PASTEUR situé 226/228 boulevard Pasteur à BRY SUR MARNE (94360), représenté par son syndic le Cabinet SOCIÉTÉ DE GESTION ET D'ADMINISTRATION IMMOBILIÈRE (SGA IMMOBILIÈRE DU PARC), exerçant sous l'enseigne « CITYA SGA », Administrateur de biens, Société Anonyme par Actions Simplifiée au capital de 8.000 Euros, immatriculée au RCS de CRÉTEIL sous le Numéro 388 450 660, dont le siège social est situé 4bis avenue du Val de Beauté à NOGENT-SUR-MARNE (94130), prise en la personne de ses représentants légaux,

Ayant pour avocat Maître Loren MAQUIN-JOFFRE, agissant pour le compte de la SELARL AKPR, société d'avocats près la Cour d'Appel de PARIS, inscrite au Barreau de Val-de-Marne, exerçant 14 rue Lejemptel à VINCENNES (94300)

Tél : 01 43 74 74 94 : Toque : PC 112

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

à rôle

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

En vertu :

1°) de la copie exécutoire du jugement rendu par le Tribunal de Proximité de NOGENT SUR MARNE le 18 octobre 2021, signifié à Monsieur et Madame [REDACTED] le 7 décembre 2021 suivant exploit de la SCP Arnaud MARTINEZ, Commissaire de Justice à CHAMPIGNY SUR MARNE, et aujourd'hui définitif selon certificat de non-appel délivré par le Greffe de la Cour d'Appel de PARIS le 24 janvier 2022,

2°) des décisions numérotées 7-1, 7-2 7-3 et 7-4 de l'assemblée générale des copropriétaires réunie le 3 novembre 2020 ayant autorisé la procédure de saisie immobilière,

Le poursuivant, sus-dénommé et domicilié, a, suivant exploit de la SCP Arnaud MARTINEZ, Commissaire de Justice à CHAMPIGNY SUR MARNE, en date du 21 septembre 2023, fait notifier commandement à :

WENCH

D'avoir, dans les 8 jours pour tout délai, à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'huissier de justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué sus-dénommé et domicilié :

1°) **La somme de SEPT MILLE DEUX CENT VINGT ET UN EUROS ET QUATRE VINGT TREIZE CENTIMES (7.221,93 €), sauf mémoires,**
se décomposant comme suit :

- Charges de copropriété impayées arrêtées au 15 juillet 2021, appel du 3ème trimestre 2021 inclus, soit la somme de €4.805,77
- Règlement du 21/06/2022 € -90,28
- Intérêts au taux légal sur la somme de 3.382,05 € à compter du 25/03/2021, majorés à compter du 07/02/2022, capitalisés à compter du 25/03/2022, et arrêtés au 30/09/2023, après imputation du règlement de 90,28 € soit la somme de € 311,96
- Intérêts au taux légal majoré, avec capitalisation, postérieurs au 30/09/2023 €MÉMOIRE
- Intérêts au taux légal sur la somme de 1.423,02 € à compter du 18/10/2021, majorés à compter du 07/02/2022, capitalisés à compter du 18/10/2022, et arrêtés au 30/09/2023, soit la somme de € 163,94
- Dommages et intérêts, la somme de € 600,00
- Intérêts au taux légal à compter du 18/10/2021, majorés à compter du 07/02/2022 et capitalisés à compter du 18/10/2022, et arrêtés au 30/09/2023, soit la somme de € 69,12
- Intérêts au taux légal majoré, avec capitalisation, postérieurs au 30/09/2023 €MÉMOIRE
- Article 700, la somme de €1.000,00
- Intérêts au taux légal à compter du 18/10/2021, majorés à compter du 07/02/2022 et capitalisés à compter du 18/10/2022, et arrêtés au 30/09/2023, soit la somme de € 115,22

• Intérêts au taux légal majoré, avec capitalisation, postérieurs au 30/09/2023	€MÉMOIRE
• Dépens :	
. frais signification assignation	€ 157,32
. droit de plaidoirie	€ 13,00
. frais signification jugement	€ 75,88
2°) le coût du présent commandement	€MÉMOIRE
TOTAL SAUF MÉMOIRES	€7.221,93

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut du paiement de la totalité desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du Service de la Publicité Foncière de CRETEIL 2, pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R.321-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de CRETEIL 2, le 10 novembre 2023 sous la référence de 9404P02 Volume 2023 S n°00214.

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière sus-énoncé.

DESIGNATION DES BIENS MIS EN VENTE :

Dans un ensemble immobilier dénommé Résidence BRY PASTEUR situé sur la Commune de BRY SUR MARNE (94360) - 226/228 Boulevard Pasteur, cadastré section AN n° 323 lieudit « 226 Boulevard Pasteur » pour une contenance totale de 1 hectare 15 ares 36 centiares, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal de cadastre en date du 29 août 1994, publié au 4ème bureau du service de la publicité foncière de CRETEIL le 2 septembre 1994 sous les références de volume 1994 P n° 5604, par suite de la réunion des parcelles cadastrées section AN n° 73, 74, 75 et 225

LOT 56

Un appartement au 3ème étage du bâtiment B, escalier n° 2, porte gauche en arrivant sur le palier, comprenant : entrée, salle de séjour, deux chambres, cuisine avec loggia, séchoir, salle de bain, water-closet, cabinet avec débarras,

Et les 69/10.000èmes des parties communes générales.

LOT 95

Une cave n° 7 située au sous-sol du bâtiment B, escalier n° 2,

Et les 5/10.000èmes des parties communes générales.

LOT 277

Un parking n° 59,

Et les 4/10.000èmes des parties communes générales.

Ainsi au surplus, que lesdits lots sont décrits au Règlement de copropriété et État descriptif de division reçu par Maître Claude THIBIERGE, Notaire à PARIS, le 16 mars 1965, publié au 4ème bureau du service de la publicité foncière de CRETEIL le 6 avril 1965 sous les références de volume 6451 n° 2036.

Ledit Règlement de copropriété et État descriptif de division a été modifié :

- Aux termes d'un acte reçu par Maître Claude THIBIERGE, Notaire à PARIS, le 8 juillet 1965, publié au 4ème bureau du service de la publicité foncière de CRETEIL le 30 septembre 1965 sous les références de volume 6660 n° 5564,
- Aux termes d'un acte reçu par Maître DAUBLON, Notaire à PARIS, le 10 décembre 1974, publié au 4ème bureau du service de la publicité foncière de CRETEIL le 20 janvier 1975 sous les références de volume 1573 n°12,
- Aux termes d'un acte reçu par Maître Cécile CLERC-GIUNTINI, Notaire à PARIS, le 7 novembre 2018, publié au 4ème Bureau du Service de la Publicité Foncière de CRETEIL le 16 novembre 2018 sous la référence 9404P04 Volume 2018 P n°7819.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire, qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 Juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi numéro 65-557 du 10 juillet 1965 (art. 45) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé "dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles". Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

OBSERVATIONS

La SCP Arnaud MARTINEZ, Commissaire de Justice à CHAMPIGNY SUR MARNE, a dressé le 30 octobre 2023, un procès-verbal de description.

La société ARIANE ENVIRONNEMENT, diagnostiqueur immobilier, a dressé le dossier des diagnostics légaux le 30 octobre 2023, lequel comprend :

- le certificat de superficie,
- le constat de repérage amiante,
- le diagnostic de performance énergétique,
- l'état de l'installation intérieure de gaz,
- l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- l'état des risques et pollutions

Le procès-verbal de description ainsi que le dossier des diagnostics légaux précités sont annexés au cahier des conditions de la vente.

L'adjudicataire devra faire son affaire du paiement des éventuels arriérés de taxe foncière conformément aux dispositions de l'article 1920-2 du Code Général des Impôts.

WENCH

L
Je

I-

I

?

I

1

I

1

(

ORIGINE ANTERIEURE

1-Du Chef de Mr & Mme REY

Lesdits biens appartenait à Monsieur et Madame REY par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite, dans la proportion de la moitié indivise chacun, alors qu'ils étaient tous deux célibataire, de la SARL PLETEC, suivant acte reçu par Maître BLANCHARD, Notaire Associé à PARIS, le 25 septembre 1987, moyennant le prix de 310.000 Francs.

Une expédition dudit acte a été publiée au 4ème Bureau des Hypothèques de CRETEIL les 24 novembre 1987 et 23 février 1988 sous la référence de volume 1987 P n°7696.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché à ce sujet.

CONDITIONS DE VENTE

CHAPITRE 1ER : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1ER - CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

À défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE :

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 - BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 - PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHÈRES

ARTICLE 8 - RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

ARTICLE 9 - GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R.322-10-6⁰ du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 - SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. À défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 - REITERATION DES ENCHERES

À défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 - VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. À défaut, il ordonne la vente forcée

ARTICLE 15 - VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 - DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTÉRIEURES À LA VENTE

ARTICLE 19 - DÉLIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a°) de le publier au Service de la Publicité Foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b°) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

À défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

À cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 - ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1er jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1er jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 - TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 - PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375,1° du code civil.

ARTICLE 24 - PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1ER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution. Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 - DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 - ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPÉCIFIQUES

ARTICLE 27 - IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 - MISE À PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit : **QUINZE MILLE EUROS (15.000 Euros)**

Fait à VINCENNES,
Le

Par **Maître Loren MAQUIN-JOFFRE**
Avocat poursuivant

Approuve

lignes mots rayés nuis et renvoi.

à rôle et dernier rôle

TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE CRETEIL

01 FEV. 2024

SAISIES IMMOBILIERES

JEX - SAISIES IMMOBILIERES
RG N°24/00012

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT : **Les lots de copropriété numérotés 56, 95
et 277 dépendant d'un ensemble
immobilier dénommé Résidence BRY
PASTEUR à BRY SUR MARNE (94360) -
226/228 boulevard Pasteur**

APPARTENANT À : **Mr & Mme** [REDACTED]

AUDIENCE D'ORIENTATION DU JEUDI 7 MARS 2024

Maître Loren MAQUIN-JOFFRE, agissant pour le compte de la
SELARL AKPR, avocat poursuivant

DIRE

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE et le 06/02/2024

Maître Loren MAQUIN-JOFFRE, agissant pour le compte de la
SELARL AKPR, société d'avocats près la Cour d'Appel de PARIS,
inscrite au Barreau du Val de Marne, a comparu devant nous
Greffier du Juge de l'Exécution en charge des procédures de saisies
immobilières, et du Syndicat des copropriétaires de la Résidence
BRY PASTEUR à BRY SUR MARNE, créancier poursuivant la vente
dont s'agit.

Laquelle, rendant compte des formalités par elle remplies pour
parvenir à la vente, nous a dit ce qui suit :

Qu'elle entend annexer au cahier des conditions de la vente les
documents d'urbanisme suivants :

- le certificat d'urbanisme de simple information délivré le
19 décembre 2023 par la Ville de BRY SUR MARNE,
- le certificat de numérotage de la parcelle cadastrée AN n°323
délivré le 19 décembre 2023 par la Ville de BRY SUR MARNE.

Et a ledit Maître Loren MAQUIN-JOFFRE, agissant pour le compte
de la SELARL AKPR, avocat, signé sous toutes réserves.

SELARL AKPR

Avocats à la Cour-Barreau du Val de Marne

14, rue Lejem ptel - B.P.70 - 94302 VINCENNES CEDEX

01 43 74 74 94 - PC 112-PC19-

S.....J,
N

)/-

2-----



VILLE DE BRY-SUR-MARNE
Moult vie! que Paris

CERTIFICAT D'URBANISME

Le Maire de Bry sur Marne,

Vu la demande de certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'Urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé au **226, Boulevard Pasteur** à Bry sur Marne, pour une parcelle cadastrée **15 AN 323** d'une superficie de 11536 m², présentée le 12/12/2023 par :

SELARL AKPR

Maître MAQUIN-JOFFRE Loren

14 rue Lejemptell

94300 VINCENNES

et enregistrée sous les références suivantes **CU 094 015 23 00255** ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

CERTIFIE

Article 1 : Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 à 5 du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L.410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans un délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et le régime des taxes et participations d'urbanisme tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Conformément à l'article L153-11 du Plan Local d'Urbanisme, il peut être sursis à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1 du même code, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de l'Établissement Paris Territorial Paris Est Marne & Bois. Le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable de ce document, a eu lieu le 7 décembre 2021 en conseil de territoire. Le projet de PLUI a été arrêté en conseil de territoire le 13 décembre 2022.

Article 2 : Le terrain est situé en zone UB dans une commune dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 21 décembre 2006, modifié par délibérations du Conseil Municipal du 30 mars 2009, du 6 juin 2011, du 21 septembre 2015 et révisé par une délibération du conseil de Territoire Paris EST Marne et Bois en date du 20 mars 2017.

----- HÔTEL DE VILLE -----

Article 3 : Le terrain est soumis au Droit de préemption urbain simple (D.P.U) au bénéfice de l'EPT Paris Est Marne et Bois - (délibération n°20-156 du conseil de Territoire du 8 décembre 2020).

De plus, le terrain est grevé des servitudes suivantes :

- Terrain non concerné par le péril, l'insalubrité, l'alignement et ne se situe pas, en l'état actuel des connaissances, dans une zone d'infestation par les termites.
 - Linéaire commerce et artisanat à préserver
 - PPRMT : Zone verte faiblement exposée (B3)
 - PT1 Télécommunications : protection contre les perturbations électromagnétiques
 - ZP2 : Zones d'habitat et d'équipements
- Le Préfet du Val de Marne a déclaré l'ensemble du département du Val de Marne zone à risque d'exposition au plomb (saturnisme) par arrêté préfectoral n° 2000/3300 du 19 septembre 2000.

Article 4 : La taxe d'aménagement sera assise et liquidée après la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, d'un permis d'aménager et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

Article 5 : Les participations ci-dessous pourront être prescrites par un permis de construire ou en cas de permis tacite ou de non opposition à une déclaration préalable, par un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition. En cas de permis d'aménager, elles peuvent être prescrites, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le c) de l'article L.332-12 :

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération :

- Participation pour assainissement collectif
- Participation pour voirie et réseaux

Fait à Bry-sur-Marne, le 19 décembre 2023

Pour le Maire/
Le Premier Adjoint
Rodolphe CAMBRESY

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité. Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tout ordre et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagné du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

Effet du certificat d'urbanisme: le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Cependant, conformément à l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme, il peut être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations dans les cas prévus aux articles L. 102-13, L. 153-11, L.311-2 et L.313-2 du présent code et par l'article L.331-6 du code de l'environnement.



VILLE DE BRY-SUR-MARNE
Moult viel que Paris

Service urbanisme

Affaire suivie par : Maryam HAGHBAYAN

Instructeur du droit des sols

Nos réf. : CU 094 015 23 00255

CERTIFICAT DE NUMEROTAGE

Le Maire de la Ville de Bry-sur-Marne certifie que le bien cadastré : 15 AN 323, est situé : Boulevard Pasteur au n°226.

WENCH

Bry-sur-Marne, le 19 décembre 2023

Pour le Maire
Le Premier Adjoint
Rodolphe CAMBRESY

Les informations contenues dans ce document font l'objet d'un traitement automatisé. Vous pouvez obtenir communication des informations nominatives vous concernant et, si nécessaire, les faire rectifier, en vous adressant au Service Foncier - Urbanisme.

----- HÔTEL DE VILLE -----

1 Grande rue Charles de Gaulle - 94360 Bry-sur-Marne - tél. 01 45 1 6 68 00 - mairie@bry94.fr - brysurmarne.fr